

Pierre Veltz

L'économie désirable

Sortir du monde
thermo-fossile

LA REPUBLIQUE DES IDEES 

Seuil 

L'Économie désirable

Pierre Veltz

L'Économie désirable

Sortir du monde thermo-fossile


LA REPUBLIQUE DES IDEES


Seuil

Collection dirigée
par Pierre Rosanvallon
et Ivan Jablonka

ISBN : 978-2-02-147232-5

© Éditions du Seuil et La République des Idées, janvier 2021

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

INTRODUCTION

Face à l'urgence écologique

La crise financière de 2008-2009 était le résultat d'un dérèglement « interne » de l'économie mondiale, d'ailleurs passablement opaque pour la plupart d'entre nous. La crise pandémique est plus facile à comprendre. Un virus se répand et nous remet en mémoire que nos sociétés peuvent aussi être chamboulées, à un degré que personne n'aurait imaginé avant le printemps 2020, par un choc « externe » d'allure aléatoire. Ou, du moins, un choc que notre vision clivée du monde – entre « société » et « nature » – nous fait considérer comme externe. En ce sens, elle est riche de leçons par rapport à la grande crise écologique qui barre l'horizon de nos sociétés, en nous rappelant l'indifférence radicale de la physique et de la biologie à l'égard du destin de notre espèce. Mais la leçon n'est pas seulement philosophique. Elle est aussi pratique.

D'un côté, nous savons que, sans changements profonds de nos organisations économiques et de nos façons de vivre, nous courons à la catastrophe. D'un autre côté, la crise actuelle nous enseigne que même des mises à l'arrêt temporaires de la machine économique vont entraîner des dommages gigantesques et que ceux-ci seront payés principalement par les plus fragiles, à l'échelle nationale et internationale, les pays pauvres et émergents

étant les grandes victimes du choc économique mondial plus encore que de la crise sanitaire.

Ce hiatus reste le point aveugle des théoriciens, de plus en plus nombreux et influents, de la « décroissance ». Nous avons besoin de réformes profondes, d'autres formes de vie collective, mais aussi de trajectoires de changement qui ne passent pas par l'accroissement des inégalités, du chômage et de la précarité de masse ainsi que des convulsions sociales dont le mouvement des Gilets jaunes pourrait n'être qu'un modeste préambule.

Si on laisse de côté les rhétoriques lénifiantes du type « croissance verte », le moins qu'on puisse dire est que l'équation de la mutation-profonde-en-douceur n'a pas de solution évidente. Ni de solution unique, du reste : les issues seront multiples, expérimentales, chaotiques sans doute par moments. Ce livre ouvre des perspectives autour de quatre positions de départ.

Une nouvelle grammaire productive

La première de ces positions est que nous n'avons pas d'autre choix que de composer avec le monde tel qu'il est. Les pensées utopistes, grandioses ou minuscules, et les radicalités de toutes natures peuvent être utiles, car elles montrent à nos imaginations bornées que d'autres mondes sont possibles. Mais, si l'on prend au sérieux les rapports du GIEC et de son équivalent pour la biodiversité¹, la conclusion s'impose. Il y a urgence, et nous n'avons pas le temps d'attendre sagement la fin de la révolution.

Cessons aussi de penser, contre toute évidence, que nous aurons le temps de bâtir un gouvernement mondial, ou d'autres chimères de ce genre. La trajectoire de nos sociétés, si l'on exclut

1. IPBES signifie Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services.

l'hypothèse autoritaire, devra être *plurielle* dans ses modalités et dans son inspiration. Dominique Bourg et Christian Arnspurger le disent dans un ouvrage qui appelle à des changements profonds dans nos manières de vivre. « Il est impératif que nos démocraties puissent se composer d'une pluralité de mondes vécus évoluant en parallèle. » Et ils citent : « Service public, capitalisme, économie sociale et solidaire, expérimentations alternatives¹ ». Une certaine radicalité – souvent teintée d'intolérance – est la meilleure ennemie du changement.

La deuxième hypothèse de base est qu'il existe des marges de manœuvre, y compris dans le cœur de l'économie dominante (surtout de l'économie réelle ; pour la finance, c'est une autre affaire). La société hyper-industrielle² dans laquelle nous entrons présente des ambivalences fortes, des prises sur lesquelles les acteurs peuvent jouer pour renouveler des modèles de développement arrivés à bout de souffle. Une nouvelle grammaire productive se met en place, dessinant un monde très différent du monde industriel du siècle dernier : passage d'une économie des choses vers une économie des usages et des expériences, d'une économie de la possession vers une économie de l'accès, virage engagé du monde manufacturier vers un mode « serviciel ».

Toutes ces tendances, et d'autres encore, vont dans le sens d'une économie non pas immatérielle, mais plus légère dans son empreinte, une économie qui devrait permettre d'épargner les ressources tout en restaurant des univers de sens pour des consommateurs aujourd'hui enfouis dans un absurde empilement de possessions. Identifier ces ouvertures, et mettre en place des politiques pour les intensifier, n'équivaut nullement à succomber

1. Christian Arnspurger et Dominique Bourg, *Écologie intégrale. Pour une société permacirculaire*, Paris, PUF, 2017.

2. Je me permets de renvoyer à mon livre, *La Société hyper-industrielle. Le nouveau capitalisme productif*, paru en 2017 dans cette même collection, dont celui-ci constitue la suite.

à la naïveté du « capitalisme vert », à cette idée répandue dans certains milieux dirigeants selon laquelle, comme d'habitude, le capitalisme trouvera en lui-même les ressources pour dépasser ses propres crises. Ce n'est pas la thèse de ce livre.

Quoi produire ?

La troisième position est qu'il est crucial de retrouver une perspective positive, de construire le récit d'une *économie désirable*. En dehors de la vision profondément anxiogène du désastre écologique possible, vision renforcée par la pandémie, le seul récit positif dont nous disposons aujourd'hui est celui de la révolution numérique. Or il faut bien reconnaître que la digitalisation du monde et plus généralement les progrès des sciences et des technologies, dont les promesses restent excitantes pour beaucoup d'entre nous, ont échoué à dessiner une perspective mobilisatrice largement partagée.

Le techno-pessimisme ne cesse de marquer des points, bien aidé en cela par l'hégémonie et les errements des GAFAM, la montée des inégalités liées à leur position dominante – renforcée par la crise du Covid –, sans parler de la dérive orwellienne de la Chine. Quel peut être ce récit positif, dès lors ? On touche ici à un angle mort de la pensée écologiste, dominée par la question du « comment produire ? » (de manière plus sobre, avec moins de ressources, en polluant moins) plutôt que par la question du « quoi produire ? » (quels secteurs faut-il développer ? quelles activités ? quels types d'emplois ? Etc.).

Cette dernière question est pourtant cruciale, car il faudra bien trouver des relais en emplois pour compenser les suppressions qui s'annoncent massives dans les secteurs du complexe thermo-fossile. De tels relais existent. Ils résident notamment dans l'immense champ de l'extension des capacités des individus (autour de la santé et de l'éducation, pour simplifier) et de

la réinvention de nos espaces de vie partagés (villes, nouvelles organisations collectives et territoriales permettant des vies plus saines, plus autonomes). L'individu – son corps, son cerveau, ses émotions – et ce qu'on pourrait appeler l'« écoumène », c'est-à-dire la Terre rendue habitable : voilà les deux pôles de l'économie du futur.

Rien d'utopique ou d'angélique là-dedans ! Car il se trouve que ces secteurs sont déjà les moteurs principaux de la demande dans les pays développés. La seule révolution nécessaire est mentale : comprendre enfin que la santé, l'éducation, la culture, mais aussi la mobilité, l'habitat, secteurs fortement socialisés dans nos pays pour de multiples raisons historiques, ne sont pas des charges pesant sur l'économie dite « productive », mais qu'ils doivent être reconnus comme les moteurs essentiels de la création de valeur dans le monde de demain – y compris de valeur industrielle ou hyper-industrielle « exportable ».

La quatrième position consiste à sortir de l'illusion très largement partagée selon laquelle l'accélération de la transition – terme bien doux, car elle ne sera sûrement pas lisse – serait d'abord une affaire de moyens et de volonté politique pour dégager ces moyens. L'argent public et privé est surabondant. Ce qui manque est une boussole et une méthode pour déclencher et structurer les projets : projets locaux et spécifiques, mais aussi et surtout nouvelles « infrastructures » (physiques, normatives, logicielles) permettant d'orienter et de coordonner les investissements privés ou publics atomisés.

La grande différence entre la révolution numérique et la révolution verte que nous appelons de nos vœux est là : nous ne voyons rien de comparable aux investissements étatiques massifs qui ont déclenché la première, et qui sont l'envers oublié de la mythologie des garages de la Silicon Valley. Tous les plans de relance et de financement verts risquent d'arroser le sable si nos sociétés ne sont pas capables de définir ces cadres généraux suffisamment structurés, aux échelles européennes et nationales, pour

être vraiment transformateurs. Deux grands chantiers s'ouvrent ainsi : celui de formes étatiques renouvelées, qui permettent de piloter un changement de paradigme que les marchés de la finance ou le darwinisme de la technologie sont incapables de conduire ; mais aussi celui de nouveaux partages du pouvoir, dans l'espace public et dans les entreprises, permettant à la créativité des acteurs de s'exprimer pleinement.

Préparer la bifurcation

Ce livre comprend six chapitres. Les deux premiers exposent les enjeux de la transition, en insistant sur la dimension industrielle qui est présente, directement et surtout indirectement, dans tous les champs concernés (énergie, construction, mobilités, alimentation). Le personnage central de ces deux chapitres pourrait être la Reine rouge de Lewis Carroll : celle qui fait courir ses sujets sans qu'ils avancent d'un pouce. Car le constat est qu'il existe des marges considérables en termes d'efficacité pour la réduction des émissions carbonées et pour les consommations de matières, mais que ces gains sont systématiquement menacés voire inversés par l'explosion des consommations. De ce fait, il n'existe aucune autre solution que la sobriété, la transformation de nos modes de consommation, mais aussi de nos organisations et de la conception même de nos biens et des services, devenus souvent inutilement sophistiqués.

Le chapitre 3 présente la perspective d'une économie désirable et explore l'idée du recentrage de nos investissements et de nos modèles de développement vers une économie que j'appelle « humano-centrée », autour de domaines comme la santé, l'alimentation, l'éducation, la mobilité, la culture, le divertissement et la sécurité. Cette économie consacre la centralité de l'individu, du corps, de la production et du soin de la vie, tout en appelant

la revalorisation des métiers du lien interpersonnel comme source majeure de création de valeur.

Les chapitres 4 et 5 décrivent et interrogent le « tournant local » de nos sociétés, qui comporte de multiples dimensions et se déploie sur un arc-en-ciel idéologique varié, mais part d'un même postulat : face à l'impuissance des États, seul le niveau local est désormais capable de dessiner des perspectives mobilisatrices. Agissons petit, mais agissons. L'écologie est le langage privilégié de ce retour à la proximité.

Ces deux chapitres soulignent le dynamisme révélé par un foisonnement sans précédent d'initiatives locales, parfois micro-locales, et l'énergie qui est ainsi injectée dans la dynamique du changement. Mais ils évoquent aussi les risques encourus lorsque la valorisation du local tourne au « localisme ». Ils mettent en garde contre les tentations de repli et la sous-estimation des interdépendances entre territoires, à l'échelle nationale et internationale.

Le chapitre 6, enfin, aborde les grandes voies macrosociales du changement : fiscalité, finance verte et « *green tech* ». La thèse défendue est qu'aucune de ces pistes n'est en mesure de conduire à un changement de paradigme. Il n'est pas d'exemple historique où un tel changement – une bifurcation plutôt qu'une transition – se soit réalisé autrement que par une forme d'intervention politique de grande ampleur, des investissements publics massifs et un cadrage de type « planification ». Nos États, qui ont tellement intériorisé le fait d'être d'abord les garants des marchés, en sont-ils encore capables ? Et comment réinventer ce cadrage sans retomber dans des formes centralisées d'un autre temps ?

Ce livre ne présente pas les « fondamentaux » de l'analyse du changement climatique, de l'érosion de la biodiversité ou des politiques internationales¹. À la lecture des travaux scientifiques qui s'accumulent, il apparaît évident que le sujet de l'urgence

1. Il existe pour cela d'excellents ouvrages, en particulier celui de Christian de Perthuis, *Le Tic-tac de l'horloge climatique. Une course contre la*

CLÉMENT CARBONNIER, NATHALIE MOREL
Le Retour des domestiques
(2018)

ÉRIC CHARMES
La Revanche des villages
Essai sur la France périurbaine
(2018)

FRANÇOIS DUBET
Le Temps des passions tristes
Inégalités et populisme
(2019)

YANN ALGAN, ELIZABETH BEASLEY, DANIEL COHEN, MARTIAL
FOUCAULT
Les Origines du populisme
Enquête sur un schisme politique et social
(2019)

JUSTINE LACROIX, JEAN-YVES PRANCHÈRE
Les droits de l'homme rendent-ils idiot ?
(2019)

VANESSA WISNIA-WEILL
Les Nouveaux Pouvoirs d'agir
(2020)

CHRISTIAN BEN LAKHDAR
Addicts
Les drogues et nous
(2020)

MARTINE STORTI
Pour un féminisme universel
(2020)

ROMAIN BADOUARD
Les nouvelles lois du web
Censure et modération
(2020)